

**Peggy Pascal, Action Contre La Faim, France,  
au nom du Groupe de travail du MSC sur la nutrition  
10 Octobre 2017**

Merci, Madame la présidente,

Je m'appelle Peggy PASCAL, je parle au nom du MSC.

Les Systèmes Alimentaires basés sur des aliments " industrialisés " hautement transformés (vides en macronutriments et vitamines essentielles) nous rendent malades.

Comme le rappelle le rapport du Groupe d'experts de haut niveau, une personne sur trois dans le monde souffre d'une forme de malnutrition et ce chiffre va augmenter jusqu'à représenter la moitié de l'humanité en 2050.

Jusqu' à quand allons-nous tolérer cela? Depuis la conférence CIN2 en 2014, nous avons encouragé et salué les engagements des Etats membres en faveur de la nutrition, que ce soit dans le cadre des ODD ou à travers du lancement de la Décennie d'action.

En tant que société civile, nous avons été à vos côtés pour faire des propositions concrètes et nous avons lancé, en 2014, lors de la CIN2, la Décennie des peuples pour la nutrition afin de souligner notre détermination et notre engagement à construire une bonne nutrition pour tous.

3 ans après la CIN2, un an et demi après le lancement de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (DOA), nous ne constatons pas de changement significatif. Nous n'allons pas assez vite et la situation empire.

Voici donc notre question: quand et comment allons-nous commencer à nous attaquer aux causes profondes de la malnutrition? Une Décennie d'Action a été lancée, mais la façon dont l'initiative fonctionne (en particulier l'aspect "comment" de la reddition de comptes) et les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes restent vagues.

Voici nos propositions:

- La Décennie devrait s'articuler autour de la réalisation universelle des droits humains. L'ancrage de la Décennie d'action dans un cadre fondé sur le droit devrait être plus détaillé. L'accent doit être mis sur la promotion des droits des groupes défavorisés et marginalisés qui sont particulièrement touchés et vulnérables face à la malnutrition, et en particulier sur la protection et le renforcement des droits de l'enfant et des droits des femmes (y compris les droits sexuels et reproductifs, l'élimination de la violence et de la discrimination envers les femmes), ainsi que sur les droits des consommateurs
- Nous devons faire mieux en termes de reddition de comptes. L'ambition de la Décennie d'action devrait aller au-delà d'un simple "dialogue sur la question de la redevabilité" et affirmer clairement qu'elle s'efforcera d'apporter de la cohérence au sein des différents mécanismes de responsabilité existants, en insistant

particulièrement sur la nécessité d'avoir des mécanismes de responsabilité inclusifs. Le programme de travail de la Décennie d'action devrait définir clairement quel mécanisme de responsabilisation sera mis en place aux niveaux national, régional et international pour s'assurer que cet examen des progrès accomplis sera approfondi, transparent et qu'il inclura toutes les parties prenantes clés dans le cadre d'un processus démocratique.

- Nous devons veiller à ce que les ODD et la Décennie soient fonctionnellement liées. Nous pensons que l'adoption d'une stratégie nutritionnelle commune par les Nations Unies devrait faire partie du programme de travail de la Décennie d'action.
- La Décennie d'action devrait mettre en place d'urgence un mécanisme de suivi solide et une méthodologie de suivi, en expliquant qui, comment et quand nous allons aller de l'avant dans le domaine de la nutrition. Nous devons d'urgence examiner les liens avec les systèmes de responsabilisation existants (en mettant fortement l'accent sur les liens avec le CSA et son rôle dans le suivi de la mise en œuvre des engagements de la CIN2 et du HLPF, pour son rôle dans le suivi des ODD)
- De plus, pour garantir d'avoir un impact et prévenir les conflits d'intérêts, les Etats doivent arrêter des indicateurs et des critères pour définir ce qui serait considéré comme positif pour la nutrition et donc inclus dans la décennie mais aussi ce qui devrait en être exclu.
- Il convient de distinguer clairement les différents acteurs qui doivent participer à la Décennie, sans prétendre qu'ils sont tous égaux et ont des intentions identiques ou convergentes (rôles, intérêts, légitimité différents). Leurs rôles devraient être plus clairement précisés et définis. Le MSC a un seul intérêt: défendre l'intérêt public et le bien public.
- Afin d'éviter de fragmenter encore plus l'agenda nutritionnel, nous avons besoin de plus de clarté sur la manière dont nous assurerons la cohérence et la convergence des politiques, en particulier entre les différents réseaux d'action et les autres plateformes de coordination existantes. Nous devons définir un mécanisme de coordination global et inclusif qui guidera la mise en œuvre. Il est essentiel de maintenir une approche holistique, globale et intégrée de la nutrition, tout en évitant les doubles emplois. Le CSA doit rester le principal espace de cohérence et de convergence des politiques en matière de nutrition et devrait être un acteur clé de la Décennie d'action.

Merci, Madame la présidente.